

Daniel Bensaïd

La tragique solitude palestinienne

Qui a cassé, non pas le vase de Soissons, mais le processus de paix ? La presse et les médias présentent généralement la deuxième intifada [septembre 2000] comme le produit d'un accident dans le processus de paix. Pour la plupart, c'est la faute à Arafat et à son entêtement lors des négociations de Camp David. Dans le meilleur des cas, ils renvoient dos à dos ce refus de se plier aux exigences israélo-américaines et la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées.

De même, on a pu lire et entendre les arguments les plus invraisemblables sur les adolescents tués en lançant des pierres : ce serait la faute aux parents qui ne savent pas garder leurs gamins à la maison. C'est déjà supposer qu'ils ont un chez eux douillet où ils devraient passer leurs soirées tranquillement au coin du feu en regardant la télé. La plupart des 180 tués par balles sont jeunes, il est vrai. Mais quel âge avaient les soldats de l'an II, les Bara et les Viala, dont on nous a chanté que le « sort nous fait envie » ? Quel âge avaient certains résistants de l'Affiche rouge, les Thomas Elek ou Marcel Rayman ? Et quel âge Gavroche ? Bien sûr, s'il n'était pas allé faire le con sur les barricades et s'il était resté sage ment auprès de papa et maman, il ne serait pas tombé si jeune le nez dans le ruisseau. Les jeunes insurgés des territoires occupés sont en somme des Bara et des gavroches palestiniens. Car si l'on veut bien parler de « territoires occupés », on oublie trop facilement que cela veut dire pour eux des occupants, une armée d'occupation, qui se comportent comme

tels. Qui irait dénier à ces jeunes leur droit de résistance.

Fausse symétrie donc, politique de Ponce Pilate qui se lave les mains en renvoyant dos à dos oppresseurs et opprimés tous deux coupables de « violences » !

Cette explosion n'est pas un accident, ni un dérapage. Nous sommes au contraire en plein dans la chronique d'une tragédie annoncée. Car l'histoire ne commence ni à Camp David, ni sur l'esplanade des mosquées.

Tout le monde se souvient de la poignée de main historique entre Rabin et Arafat sous le regard paternaliste et bienveillant de Clinton. On a beaucoup salué les accords d'Oslo comme inaugurant le processus de paix. C'étaient pourtant de mauvais accords, un échange inégal entre partenaires inégaux. Alors que les Palestiniens reconnaissaient l'État d'Israël, Rabin se contentait de reconnaître leurs représentants comme interlocuteurs, mais sans reconnaître leur droit à l'autodétermination et à un État souverain. Il leur accordait une administration autonome sous tutelle à Gaza et Jéricho, mais avec une souveraineté limitée et sous tutelle. La question explosive de Jérusalem Est était renvoyée à plus tard. Celle des colonies était éludée. Quand au retour des réfugiés il n'en était évidemment pas question.

Ce mauvais accord comportait cependant des aspects contradictoires. S'il a été accueilli favorablement parmi les Palestiniens, c'est que, malgré ses limites, il renforçait leur reconnaissance et leur légitimité sur la scène internationale. Il pouvait aussi, en s'éloignant de la logique de guerre, favoriser des différenciations et l'essor du mouvement pour la paix dans la société israélienne.

Ils n'en demeurent pas moins de mauvais accords produits d'un mauvais rapport de

force. Il faut en effet rappeler quelques grands traits de la situation mondiale à cette date de 1993.

De la chute du Mur de Berlin à la désintégration de l'Union soviétique, le camp dit socialiste venait de s'effondrer. Certes, ils n'avaient pas été du meilleur soutien de la cause palestinienne, ayant soutenu la partition. Du moins l'équilibre conflictuel des rapports de forces internationaux offrait-il quelques marges de manœuvre.

Deux ans après la guerre du Golfe, l'hégémonie américaine était consolidée et la plupart des régimes arabes, Arabie Saoudite et Égypte en tête étaient alignés sur la nouvelle Pax americana.

Les mouvements de libération nationale et l'anti-impérialisme étaient sur le recul presque partout dans le monde et le mouvement ouvrier européen sonnait par la contre-réforme libérale.

Enfin, le mouvement palestinien lui-même était sorti affaibli du siège et de la défaite de Beyrouth en 1982, même si la première Intifada avait redonné l'initiative à la population des territoires occupés.

Les accords d'Oslo étaient donc bien de mauvais accords. Tout le problème étant de savoir si l'on parviendrait à faire un bon usage de ces mauvais accords. Cela dépendait pour l'essentiel de la mobilisation sur place, dans les territoires et en Israël même, mais aussi de l'ampleur de la solidarité internationale. Or, de même que le Che Guevara a pu dire jadis que les Vietnamiens étaient « tragiquement seuls », les rapports de forces internationaux en ce début des années quatre-vingt-dix, déterminaient une « tragique solitude palestinienne ». On comprend cependant que leur direction ait joué la carte du compromis. Une course de vitesse était en effet engagée. Le

mouvement national palestinien laïque, coincé entre la poursuite d'implantation des colonies, tendant à créer un nouveau fait accompli irréversible dans les territoires, et l'exaspération dont se nourrissaient les forces islamiques montantes, risquait de se trouver laminé. La moindre possibilité d'un développement économique embryonnaire permettant une « normalisation » de la société palestinienne déracinée et estropiées pouvait donc être utilisée.

On sait ce qu'il advint après sept ans de processus de paix. Non seulement l'implantation de colonies n'a pas cessé (sous les gouvernements du Likoud comme sous les gouvernements travaillistes), mais elle a pratiquement doublé (350 000). Le quadrillage du territoire, les routes de contournement, les barrages, les permis de circuler. La tutelle économique, les tracasseries, le contrôle de l'eau et du pétrole. Une suite ininterrompue d'humiliations, d'affronts, de frustrations. En assignant de surcroît à l'autorité palestinienne une fonction prioritaire de maintien de l'ordre, un rôle supplétif de Tshal, au risque calculé de la faire apparaître comme auxiliaire de l'occupant de favoriser par contrecoup une nouvelle poussée islamiste.

C'est dans ce contexte que la deuxième Intifada apparaît comme une explosion prévisible et non comme le résultat d'un complot ou d'une consigne. Il est même surprenant que tenues en haleine par les promesses de paix, les masses aient fait preuve d'autant de patience.

Combat inégal, lanceurs de pierres contre chars et hélicos de combat, tireurs d'élite. Les droits et les raisons ne sont pas symétriques, les résultats non plus. Un mort pour quinze ou vingt, beaucoup de balles perdues, pour parler comme BHL.

Devant cette évidence, silence assourdissant des intellectuels. Imagine-t-on ce qui

s'écrirait, ce qui se dirait si, cinquante ans (cinquante ans !) après l'exode des 900 000 Kosovars, ils étaient toujours transformés en peuple paria et confinés dans des camps de réfugiés ? Pourquoi ceux qui se sont mobilisés pour les droits nationaux des Bosniaques, des Kosovars ou des Tchétchènes s'enferment-ils soudain dans un silence assourdissant. Fin-kielkraut dit que c'est très compliqué, qu'en somme il n'a rien à dire, mais il le dit quand même. Glucksmann est aux abonnés absents. BHL, lui, a au moins la franchise de dire que, lorsque c'est d'Israël dont il est question, c'est Israël *über alles*. C'est qu'il est facile et commode de prendre fait et cause pour les Bosniaques et les Tchétchènes. Ce peut être même une posture avantageuse. Et sans prix, sans risque. On ne se fâchera pas là-dessus avec les éditeurs, avec les journalistes, avec les bailleurs de fonds. Alors que sur Israël et sur la Palestine, on risque la quarantaine, on risque des empoignades qui ne sont plus de la bien-séance. On risque de perdre des relations, des appuis, et des bienveillances.

Le Monde qui a fait une campagne si vigoureuse sur les Balkans, qui a réclamé et réclame à cor et à cri le jugement des criminels de guerre, est soudain d'une étonnante circonspection quand il s'agit de chefs d'État-major israéliens. Son directeur de rédaction, qui a écrit un livre, *L'Épreuve*, pour dire à quel point la guerre des Balkans nous requiert et nous interpelle, à quel point elle agit comme un révélateur de l'époque et constitue une ligne de partage politique pertinente, écrira-t-il une *Épreuve 2*, pour dire ce que révèle et signifie l'épreuve palestinienne.

Pourquoi ces silences ? Pourquoi ces deux poids deux mesures ? Le spectre du judéocide peut expliquer, mais ne justifie en aucun cas. D'abord parce que l'extermination des juifs

dans les camps n'est pas une affaire judéo-arabe, mais une affaire 100 % européenne, tout comme l'affaire Dreyfus fut bien une affaire française. Ensuite parce que le fait d'avoir été victime n'autorise en rien à transformer un autre peuple en victime à son tour : les souffrances subies ne donnent en rien un crédit illimité de bonne conscience.

Il faut bien finir par briser cette spirale où la mauvaise conscience des uns nourrit la bonne conscience des autres. Dans toute autre circonstance, on appellerait un chat un chat et la politique de séparation conduite par les gouvernements israéliens, une politique d'apartheid. Dans toute autre circonstance, on appellerait la politique de « transfert » (aujourd'hui étayée et documentée par des historiens comme Morris ou Pappe) pratiquée lors de la guerre de 1948-1949 de l'épuration ethnique. Et Deir Yassin, Kafr Kassem, Tall el Zatar, Sabra et Chatila seraient considérés comme autant d'Oradour.

Un pas, peut-être irréversible, est en train d'être franchi dans la marche à la catastrophe. Certains ont voulu voir dans la tournure ethnique des conflits des Balkans, le seul produit de la décomposition de régimes nationalistes bureaucratiques (eux disent « communistes ») en décomposition. Nous avons souligné alors qu'il s'agit hélas d'une forme particulière d'une tendance plus générale à la racialisation, l'ethnisation, la confessionnalisation de la politique qui s'est illustrée dans l'Afrique des grands lacs et aujourd'hui au Moyen-Orient.

Les luttes de libération nationale virent à la guerre de religion, le conflit politique au conflit communautaire ou tribal. C'est l'envers et le revers de la mondialisation impériale : les revendications nationales glissent de la souveraineté politique et de la citoyenneté, à une quête des origines, à une légitimation

généalogique, à une archéologie. En particulier en Israël et en Palestine saturés de symboles. Où va-t-on si Israël justifie l'expulsion des Palestiniens par l'antériorité du temple de Salomon ou du tombeau de Joseph par rapport à la Mosquée d'Al-Aqsar. Tout devient alors possible. Et un troisième larron catholique et papiste viendra dire aux Israéliens qu'ils ont encore sur les mains le sang de la crucifixion !

D'ailleurs, cette logique est à l'œuvre dans le principe même de la Loi du retour qui revient à appliquer aux juifs de la diaspora un droit du sang, tout en refusant aux Palestiniens réfugiés de 1948, le droit au retour qui serait conforme au droit du sol.

C'est pourquoi il est de la première urgence de revenir au sens, aux enjeux, et au fond politiques des conflits.

Le différend n'oppose pas deux camps, deux communautés, deux identités, deux religions – les juifs et les Arabes – il les traverse et les dépasse. À force d'appeler comme le font les institutions représentatives « tous les juifs » de France ou d'ailleurs à faire bloc derrière Israël et la politique de ses gouvernements, à force d'identifier toute la diaspora à Israël, tous les juifs au sionisme, les jeunes arabes d'ici et de là-bas finiront par le croire, et par confondre pour de bon antisionisme et antisémitisme, à confondre les synagogues avec des ambassades de l'État israélien. Alors oui, l'antisémitisme risque de devenir l'anti-impérialisme des imbéciles après avoir été le socialisme des imbéciles. Et l'on aura fourni aux rebelles sans cause des banlieues, meurtris par le chômage, l'exclusion, l'échec scolaire, une cause et une identité symboliques.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative aussi inhabituelle qu'exceptionnelle de signer un appel collectif « en tant que juifs ». Sans la

moindre concertation des initiatives analogues ont eu lieu aux États-Unis, en Angleterre, au Canada, en Australie. Je me considère pour ma part d'abord et avant tout comme un militant internationaliste et laïque. À Finkelkraut qui nous a critiqués « en tant que rien », je pourrais donc répondre en tant que moins que rien, et même, s'il y tient en tant que vaurien. Mais cette citoyenneté cosmopolite n'implique en rien de renier ou de refouler mes origines. Il y a donc deux circonstances dans lesquelles je peux me revendiquer et m'affirmer comme juif, face à un antisémite et face à un sioniste.

Comme juif, avec une minuscule, non comme Juif par essence, mais juif par rapport à, dans un contexte, dans une situation. Un juif mutant, un juif non-Juif en somme. Un « spinozant » comme l'a écrit joliment Edgar Morin. Juif par esprit de dissidence et de contradiction, par défi.

J'y suis acculé d'abord par la façon dont le discours des dirigeants israéliens annexe et enrôle à sa politique toutes les victimes du judéocide et tous les juifs de la diaspora, par la façon aussi dont les porte-parole des institutions communautaires exhortent à s'identifier, rendant ainsi complices. C'est insupportable. C'est un viol et un détournement d'héritage. C'est une mainmise et une appropriation privée du malheur et de la mémoire collective. Il y avait sans doute des sionistes parmi les déportés, mais aussi des communistes en nombre, des bundistes, des trotskistes, des rien-du-tout. J'ai comme beaucoup une bonne dizaine de tontons de tatas de cousins qui n'en sont pas revenus. Ils ne faisaient pas de politique. Je ne vois pas pourquoi au nom de quoi leur calvaire servirait de justification actuelle à la politique israélienne. Les juifs des brigades internationales, y compris ceux de la brigade Botwin, ne se sont pas

engagés dans la guerre civile espagnole pour la fondation d'un État juif en terre d'Israël. Ils l'ont fait pour combattre le fascisme, en tant que juifs sans doute, mais aussi, inextricablement, indissociablement en tant que communistes, que trotskistes, que prolétaires tailleurs ou casquetiers. En tout cas le sionisme n'était pas majoritaire avant la guerre.

La logique communautaire a une propension illimitée à l'appropriation et à l'usurpation. Tout y passe. Y compris Bernard Lazare ! Que l'on lise et relise pourtant le *Fumier de Job*. Renvoyé à sa judéité par l'affaire Dreyfus, Lazare savait bien, il savait d'expérience, par la couardise, par la dérobade, par la distraction hypocrite des autorités communautaires et religieuses, que la fracture sociale, la fracture de classe même traversait cette communauté. Il le disait, que les juifs se sont « de nouveau dispersés, fragmentés », que « la bourgeoisie ayant acquis des privilèges, s'étant séparée du peuple », la solidarité a disparu. Il appelait les juifs à ne pas se contenter d'être révolutionnaires « dans la société des autres et non dans la sienne », il les appelait à se soulever comme « l'oppression du dedans ». Et il avait des mots terribles, des mots impitoyables, des mots de colère, des mots de juste et de prophète « Vous vous pressez autour de vos riches ; vous ne voyez plus qu'eux. Vous vous tournez vers vos prêtres ; vous oubliez qu'il n'y a pas de prêtres en Israël. Vous n'êtes plus des Juifs. Vous êtes pourris ». Et il n'était pas sioniste : « Notre patrie est faite de tant de choses, de tant de souvenirs, de regrets, de joies, de pleurs, de douleurs, qu'un petit espace de terre inculte et désolée ne saurait la supporter, et Jérusalem, comme la Judée n'est qu'un des morceaux dont est faite notre Patrie. »

En tant que juifs, donc, contre la confiscation, contre l'appropriation des vivants et des

morts, contre le monopole étatique de la mémoire. Mais c'est surtout le moyen de dissocier ce que l'on prétend confondre, de distinguer ce que l'on prétend identifier. De montrer que les juifs et Israël, les juifs et les dirigeants israéliens, les juifs et la politique des dirigeants israéliens, ce n'est pas du pareil au même, ce n'est pas tout comme. C'est dire qu'en tant que juifs on peut s'opposer à cette politique. C'est refuser de se laisser clouer au mur des appartenances communautaires, de se laisser prendre à la glu communautaire. C'est introduire de la discorde et de la dissidence. C'est montrer que, lorsqu'on se situe sur le terrain de la raison politique et non de la déraison religieuse, lorsqu'on aborde le problème en termes laïques et politiques, lorsqu'on cherche par-delà les frontières les clochers et les chapelles, un autre fil de solidarité, lorsqu'on veut bien voir dans l'autre un autre soi-même, alors on – je – se sent plus proche d'une Leïla, d'un Elias, d'un Camille, d'un Edouard Saïd que du rabbin Sitruk, de Lau-

rent Fabius ou de Dominique Strauss-Kahn. Et j'espère que, réciproquement, Leïla, Elias et les autres, se sentiront plus proches, bien plus en commun, de moi de Michel, que le Moubarak, Ben Ali, ou des pétromonarques saoudiens. Alors nous aurons fait un pas.

Situation inhabituelle, démarche inhabituelle. Pas fait, pas même envisagé il y a vingt ans. Mais je suis tenté de dire que nous en sommes réduits à ça, que nous en sommes réduits à ces gestes symboliques par les démissions, les renoncements, les démissions. Où est passé le mouvement ouvrier? Ou est passée la gauche? Que reste-t-il d'internationalisme.

En tant que juifs, par défaut. Mais pas bien que juifs. Aussi parce que juifs. Ce n'est pas un reniement, une trahison. Au contraire. C'est aussi par souci du sort des juifs en Israël. De leur sécurité. De leur avenir. Le sionisme contre Israël

Pas menacé aujourd'hui mais demain? Jabrah Saïd.

Les alternatives: nouvelle partition, sépa-

ration, logique de guerre. Jusqu'à quand, jusqu'où. Combien de temps. Un État fondé sur la peur de l'autre. Une mosaïque soudée et cimentée par la peur. Un État qui ne fait pas une nation. Un collage. Un élan fondateur et pionnier qui s'épuise. L'immigration aussi. Le geste fondateur de la guerre sans cesse répété. 1948. 1967. 1973. 1982. 2000. Quelle entrée dans le millénaire!

Quelle société? Pathologie et névrose.

Non-égalité des droits, retrait, démantèlement, retour. Égalité des droits au risque d'être minoritaire.

Coexistence, État fédéral ou binational. On verra.

Ce sera long. Et difficile. Six mille ans de patience. Alors quelques siècles. Quelle autre issue, si ce n'est la fuite en avant dans la guerre avec pour horizon le piège d'un nouveau Massada.

Date et publication inconnues
(*a priori* novembre 2000)